

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Berthelin
- **Prénom**
Thibault
- **Adresse**
2 cours Monseigneur Roméro
- **Raison sociale**
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
CCI Essonne
- **Description de l'activité**
Etablissement public qui représente les intérêts économiques du département de l'Essonne.
- **Date et heure**
19 septembre 2018 de 18h à 20h
- **Lieu**
CCI Essonne
- **Nombre de participants**
15

- **Catégories de publics présents**
Chefs d'entreprises et Présidents d'organisations professionnelles
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Emmanuel Miller, Président de la CCI Essonne - Fabien Daurat, Président de la FFB Essonne - Philippe Boroni, Président du STP 91 - Fabienne Perrinot, Présidente du MEDEF Essonne

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Processus décisionnel et normalisation, harmonisation fiscale et sociale, éducation et insertion professionnelle, gouvernance de la zone euro et de l'Union Européenne, enjeux énergétiques et environnementaux
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Concurrence loyale entre les acteurs économiques d'un Etat à l'autre,
Interrogations autour d'une Europe plus fédérale,
Moyens et visibilité de l'action de l'Europe en régions / territoires,
Contrôle de l'application des normes,
Interprétation des normes,
Représentativité des comités techniques qui participent à l'élaboration des normes,
Performance du système éducatif européen et adéquation avec la demande des entreprises,
Enjeux énergétiques et environnementaux pour les entreprises.
- **Pistes de proposition formulées**
 - 1) Des réformes politiques pour améliorer la gouvernance au sein de l'Union Européenne:
 - Aller vers un mode de gouvernance fédérale pour renforcer les conditions de concurrence pure et parfaite entre les acteurs économiques mais aussi rendre le processus de normalisation plus efficace
 - Rendre plus visible et donner plus de moyens à l'action européenne en faveur du développement économique dans les régions et territoires
 - 2) Simplifier et améliorer la consultation des acteurs de la société civile associés à l'élaboration des normes européennes:
 - Harmoniser et simplifier la normalisation pour éviter les différences d'interprétation entre les acteurs et Etats
 - Améliorer la représentativité des comités techniques où sont débattues les normes en cours d'élaboration: réduire le coût humain et financier des entreprises qui souhaitent y participer en dégageant leurs charges de participation
 - Améliorer le contrôle dans l'application des normes pour éviter des situations de

concurrence déloyale entre acteurs et Etats

3) Rendre plus performant le système éducatif européen afin qu'il réponde aux demandes des entreprises:

- Améliorer et démocratiser les échanges éducatifs (Erasmus pour les étudiants ou les apprentis, délivrance de diplômes reconnus entre Etats de l'Union) afin de répondre aux besoins de formation et de recrutement des entreprises
- Améliorer l'enseignement pédagogique de l'Europe et de ses opportunités auprès des collégiens et lycéens afin de valoriser la diversité des opportunités académiques et professionnelles
- Valoriser davantage les dispositifs d'insertion professionnelle auprès des jeunes que propose l'Union Européenne

4) Renforcer l'harmonisation fiscale, sociale et énergétique en Europe :

- Harmonisation sociale: réduire le délai de mise en oeuvre de la directive des travailleurs détachés (prévue pour 2022) pour limiter les effets de la concurrence déloyale
- Marchés publics: réévaluer les critères de sélectionner en introduisant des notions comme le bien-être, la qualité ou l'environnement
- Rendre plus efficaces et contraignants les institutions et organes de contrôle compétents en matière de droit social
- Libéraliser davantage le marché de l'énergie pour stimuler la liberté de choix des consommateurs

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]